



Le Conseil d'Administration (CA) continue d'être géré par la direction générale (DG) comme une chambre d'enregistrement, pour valider l'orientation des recherches de l'institut, son organisation, ses activités, ses financements et ses programmes. Ses 27 membres actuels sont presque tous des représentants de l'Etat, du syndicat agricole majoritaire FNSEA et de ses satellites (5), et des industries liées à l'agriculture (3). Face à cette représentation fortement biaisée, il est nécessaire de faire entendre un autre discours...

Pour les 5 représentant/es élu/es du personnel, le CA constitue donc une tribune importante dans une période cruciale pour la recherche publique, dans un contexte de fragilisation des services publics menée par les gouvernements successifs. Nous nous y sommes exprimés avec constance, unitaires chaque fois que possible, parfois seuls face à l'attelage DG-FNSEA-ministères, toujours porteurs de propositions alternatives.

Pour une recherche publique forte et indépendante

Avec qui ?

Avec des personnels titulaires chercheurs et ITA, et des doctorants recrutés le plus tôt possible après leur thèse. Face à l'explosion des CDD, un réel plan de titularisation s'impose. STOP la précarité !

Des personnes respectées, dont le travail est reconnu à sa juste valeur, avec des promotions équitables sans pénalisation des temps partiels (à 80 % féminin), et avec l'accès à une mobilité choisie. Nous demandons un plan de transformation d'emplois et une politique sociale qui serve à compenser les inégalités. Les collectifs de travail doivent demeurer à dimension humaine.

Pour qui ?

Pour une recherche au service de la société et qui ne se définit pas en fonction de sa rentabilité à court terme ou des seules demandes des industriels. Pour un financement très majoritairement public, afin que l'INRA puisse répondre en toute indépendance aux défis posés.

Pour la coopération car l'efficacité collective est supérieure à la somme des efficacités individuelles. Le contraire de la politique actuelle de mise en concurrence des équipes et des agents : des primes pour quelques-uns et un blocage des rémunérations pour tous les autres, générant tension et stress au quotidien. STOP à la PESTe !

Comment ?

Avec des EPST retrouvant leur place à part entière comme opérateurs de recherche en partenariat avec les universités, dans un paysage débarrassé de ses consortiums, alliances et autres structures, au contraire de la loi «Fioraso» qui aggrave la transformation des EPST en agences de moyens. **Avec des EPST garantissant une expertise publique indépendante**, ce qui suppose *a minima* le maintien des effectifs titulaires et des budgets pérennes. **Avec un EPST INRA ouvert sur la société**, en élargissant la composition de son CA à l'ensemble des acteurs concernés par l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, afin d'instaurer un véritable débat contradictoire.

Voter SUD

► **c'est marquer votre soutien à la démarche de SUD à l'INRA**, en lien avec les autres EPST, et au sein de SOLIDAIRES. Au-delà de la défense des carrières (en CAP), des conditions de travail (en CHSCT) et du cadre commun à nos collectifs de travail (en Comité Technique), nos interventions au Conseil d'Administration illustrent le souci de dépasser la seule vision des intérêts de la « maison » INRA.

► **c'est dire dans l'institut quand les choses ne vont pas et, s'il le faut, c'est le dire aussi en dehors!**

Ainsi, au dernier CA (mars 2013), nous avons été les seuls à voter contre la charte de déontologie proposée par la Direction... car elle ne s'attaque pas aux conflits d'intérêt, et ne contribuera pas à restaurer la confiance de l'opinion publique. Comme souvent, nos propositions alternatives sont restées sans réponse...

Nous avons dénoncé à ce même CA la désinformation de la DG qui fait croire à un engagement important de l'INRA sur les recherches concernant l'agriculture biologique. Comme nous l'écrivions dans une note de lecture du livre de Madame Guillou, nos dirigeants ne croient pas aux alternatives au modèle agroindustriel productiviste, qui a pourtant montré ses limites en termes sociaux et environnementaux. Ils ne veulent pas investir à la hauteur des enjeux d'une révolution agricole et écologique attendue par de plus en plus de citoyens. N'est-il pas temps pour le service public de quitter cette posture de communication et de s'engager réellement dans des voies de recherche répondant à ces défis ?

Destructurés/es, précarisés/es, pressurisés/es, cela suffit !

**Pour un projet collectif INRA, porteur des raisons qui nous font croire à l'utilité de nos métiers
Pour une recherche qui investit afin de bâtir un monde solidaire, pour la collectivité et pour chacun/e !
Résistons, votons SUD !**